

# CPE

*membre de Via Campesina*

Coordination Paysanne Européenne  
European Farmers Coordination  
Europäische Bauern Koordination  
Coordinadora Campesina Europea  
Europese Boeren Vereniging  
Coordenadora Labrega Europea  
Europako Nekazarien Kordinakundea  
Coordenadora Agricola Europea  
Sambandet av Europeiske Bønder  
Coordinamento Contadino Europeo

Rue de la Sablonnière 18-1000 Bruxelles tel: 322 217 31 12 fax: 32 2 218 45 09 e-mail: [cpe@cpefarmers.org](mailto:cpe@cpefarmers.org)

---

## NFFC- National Family Farm Coalition

United States of America Tel + 1 202 543-5675 e-mail : [nffc@nffc.net](mailto:nffc@nffc.net)

---

*CPE et NFFC sont membres de Via Campesina*

**Bruxelles, Washington, 22 juillet 2004**

### **Négociations agricoles de l'OMC à Genève**

Les pressions actuelles pour parvenir à un accord sur les questions agricoles à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) doivent cesser. Le Conseil Général de l'OMC se réunira à partir du 27 juillet à Genève pour discuter d'une nouvelle proposition sur l'agriculture, or celle-ci est absolument inacceptable.

**Nous proposons une nouvelle politique agricole pour l'UE, une nouvelle Farm Bill aux Etats-Unis et de nouvelles règles pour le commerce international, toutes basées sur la souveraineté alimentaire et la défense de l'agriculture paysanne.**

L'Union Européenne et les Etats-Unis doivent mettre fin à l'escroquerie qu'ils ont imposée aux autres pays depuis le Cycle de l'Uruguay du GATT en 1994. Qui peut encore croire à la sincérité de leurs intentions lorsque les subventions à l'exportation qu'ils prétendent vouloir éliminer sont de fait remplacées par des paiements directs associés à une baisse des prix agricoles internes jusqu'à des « prix mondiaux » extrêmement bas? Ainsi, le dumping des produits européens et américains sur les marchés d'exportation continue, au détriment des paysans du monde entier.

La stratégie de l'UE et les Etats-Unis qui consiste à soutenir leur système agricole par de massifs paiements directs re-catégorisés dans les boîtes verte ou bleue profite avant tout aux multinationales agro-alimentaires, qui peuvent ainsi acheter des produits agricoles à prix cassés. L'affirmation selon laquelle la baisse des prix avantage les consommateurs est démentie par l'augmentation continue des profits de ces entreprises, la destruction des systèmes alimentaires locaux et le nombre croissant des personnes sous-alimentées. De la même façon, il est faux d'affirmer que les paysans américains et européens profitent de ce système : la diminution du nombre de fermes, l'extension de l'élevage industriel et la désertification des campagnes, sont là pour le prouver.

## Subventions à l'exportation, soutien public, argent des contribuables,.....

A la fois les Etats-Unis et l'Union Européenne cherchent à légitimer et à maintenir leur système actuel de subventions simplement en déplaçant les paiements d'une catégorie à une autre : ils alimentent ainsi l'illusion qu'avec la diminution des aides à l'exportation émergera un plus grand équilibre entre les pays développés et les pays en développement. Or cela n'est pas le cas. Les USA et l'UE portent ainsi une grave responsabilité dans le développement du lobbying du groupe de Cairns et du G20 contre toutes les formes de soutien, cela alors que l'intervention publique est essentielle à l'accomplissement d'une plus grande justice sociale et de pratiques plus environnementales dans les nombreux systèmes agricoles mondiaux.

Le soutien public en agriculture est légitime, au Sud comme au Nord, à condition qu'il ne serve pas à exporter à bas prix, à des prix en-dessous des coûts de production. Or c'est justement là l'objectif premier des paiements directs associés à un prix mondial.

## Accès au marché

Il est illusoire de croire au lien entre exportations agricoles des pays du Sud vers le Nord et développement. Comme le communiqué commun Via Campesina/ROPPA<sup>1</sup> (Afrique) l'indiquait en mai 2001 : « Dans les pays du Sud, la priorité des communautés rurales est de produire d'abord pour leur famille, puis de chercher un accès aux marchés locaux et nationaux, bien avant que de chercher à exporter. » L'alignement des prix des produits agricoles sur les « prix mondiaux », le privilège donné aux techniques industrielles destructives et les règles de marché aménagées en fonction des intérêts exclusifs des firmes multinationales, empêchent la grande majorité des petits producteurs des pays en développement de continuer à tirer un revenu suffisant de leur production. Cela laisse peu d'espoir pour un réel développement démocratique.

*En fait, qui profite de ce système d'accès aux marchés orienté à l'exportation ?*

- Ce sont tout d'abord une poignée d'hommes d'affaires et l'oligarchie foncière des pays du Sud qui ont accès à la technologie et aux connections politiques nécessaires pour profiter de l'accès aux marchés. Ils sont soutenus par les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale, qui tient à ce que les gouvernements du Sud remboursent leur dette aux banques multinationales. Cette agriculture d'exportation ne profite à une infime minorité, peu identifiable avec la notion de développement.
- Ce sont ensuite les firmes agro-alimentaire et de la grande distribution qui profitent des bas prix des produits agricoles et de l'ouverture de nouveaux marchés, au Nord comme au Sud. Ces firmes délocalisent de plus en plus leur production agricole vers les pays du Sud (des Etats-Unis vers le Mexique, de l'UE vers l'Amérique du Sud et l'Afrique,...), cela afin de profiter de la main d'oeuvre bon marché et des ressources naturelles et d'exporter ensuite dans les pays du Nord : elles ont donc besoin que les barrières tarifaires des pays développés soient abaissées.

Continuer dans cette voie amènera à la fin de l'agriculture paysanne dans le monde, ainsi qu'en Europe et aux Etats-Unis. La généralisation de l'alimentation animale à bas prix a déjà conduit à la destruction des fermes d'élevage, remplacées par des usines polluantes où les animaux sont élevés dans des conditions inhumaines.

Un nombre toujours croissant de paysans et de gouvernements dans les pays en développement disent, d'une même voix avec la CPE et NFFC, « Non ! » à la 'libéralisation commerciale' de l'OMC, qui mène à la destruction de leur société, de leur culture et de leur environnement. Nous demandons à nos gouvernements de faire cesser leurs pressions politiques et économiques sur les

---

<sup>1</sup> Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest

pays du Sud pour qu'ils acceptent leurs règles au sein de l'OMC. Le seul résultat des politiques de l'OMC est la baisse tendancielle des prix agricoles, et en conséquence le durcissement de la crise rurale, la surpopulation urbaine et le chômage.

La NFFC et la CPE demandent donc au gouvernement des Etats-Unis et à l'Union Européenne de revoir leur politique agricole et commerciale. Les règles du commerce international agricole doivent être basées sur le droit à la souveraineté alimentaire, qui exclut toute forme de dumping, mais permet aux Etats ou Unions de définir leur politique agricole et alimentaire. Les règles actuelles de l'OMC et les dernières demandes de l'UE et des Etats-Unis auront pour résultat des dégâts culturels, environnementaux et sociaux qui ne peuvent en aucun cas être mesurés par des « formules de soutien domestique ». Alors que seulement 10% de la production agricole mondiale est exportée, mettre toutes les politiques agricoles au pas de l'OMC constitue une menace pour la préservation d'un monde démocratique et en paix pour les générations actuelles et futures.

En mai 2004, la CPE et la NFFC, ainsi que Via Campesina, le ROPPA et d'autres organisations, ont lancé une campagne pour changer la politique agricole de l'UE. La Farm Bill aux Etats-Unis doit elle aussi être changée de telle façon qu'elle respecte la souveraineté alimentaire et prenne en compte l'importance de l'agriculture paysanne au niveau interne comme externe.

Nous, la CPE et la NFFC, déclarons que l'UE a besoin d'une nouvelle Politique Agricole Commune et les Etats-Unis d'une nouvelle Farm Bill. La PAC et la Farm Bill doivent avoir pour fondements la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne. Pour cela, il faut :

- des prix agricoles rémunérateurs liés aux coûts de production plutôt que des revenus dépendants des paiements gouvernementaux,
- une maîtrise de la production aux niveaux internationaux, nationaux et régionaux. Cela suppose une protection tarifaire pour éviter les importations à bas prix qui menacent les mécanismes de soutien des prix et de maîtrise de la production,
- la suppression de toute forme d'aide à l'exportation ou de subventions publiques qui encouragent les exportations,
- un soutien public qui assure le maintien de la production agricole dans les régions défavorisées, qui encourage des modes de production durables environnementalement et socialement et qui soutienne la transformation locale des produits,
- des mesures structurelles qui stoppent la concentration de la production dans des exploitations agricoles toujours plus grandes, notamment dans l'élevage industriel, et qui ruinent les campagnes,
- une priorité à l'installation de jeunes paysans.

### **Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !**

#### **Personnes à contacter:**

- George Naylor, paysan dans l'Iowa, président du NFFC,  
tel: + 1 515-370-3710 , e-mail: [moonbean@wccta.net](mailto:moonbean@wccta.net)
- Kathy Ozer, bureau du NFFC,  
tel: + 1 202-543-5675 , e-mail: [kozer@nffc.net](mailto:kozer@nffc.net)
- René Louail, Bureau exécutif de la CPE,  
tel: + 33 6 72848792 e-mail : [rene.louail@wanadoo.fr](mailto:rene.louail@wanadoo.fr)
- Morgan Ody, CPE office,  
tel: + 32 2 217 31 12 , e-mail: [cpe@cpefarmers.org](mailto:cpe@cpefarmers.org)